

Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles
International Journal of Sociocultural community development and practices
Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales



L'animation : quel sens pour les sociétés périphériques

Malik Duranty, Claudine Labourg et Nicole Nestorine

Numéro 7, 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1100234ar>

DOI : <https://doi.org/10.55765/atps.i7.550>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal

ISSN

1923-8541 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Duranty, M., Labourg, C. & Nestorine, N. (2014). L'animation : quel sens pour les sociétés périphériques. *Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles / International Journal of Sociocultural community development and practices / Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales*, (7), 119–126. <https://doi.org/10.55765/atps.i7.550>

Résumé de l'article

Les modèles de l'intervention sociale et de l'animation socioculturelle ont pour caractéristiques de partir de diagnostics et d'états des lieux dans le but d'élaborer des projets, des plans d'action, des dispositifs d'accompagnement et de programmation afin de trouver les solutions les plus adaptées aux difficultés que rencontrent les individus et les collectivités. Or, en situation postcoloniale, marquée par des structures informelles vernaculaires et formelles importées de la métropole, on observe au sein des dispositifs d'animation et d'intervention des tensions relatives aux luttes institutionnelles se confondant aux luttes partisans et aux luttes interprofessionnelles doublées de luttes interpersonnelles. Les auteurs s'interrogent dans cet article sur le sens de l'animation socioculturelle et de l'intervention sociale dans des sociétés en transition ainsi que sur la manière dont les animateurs et les intervenants s'inscrivent dans la recherche de sens au sein de ces sociétés.

© Malik Duranty, Claudine Labourg et Nicole Nestorine, 2014



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>



L'animation : quel sens pour les sociétés périphériques

Malik Duranty

Sociologue et directeur du département recherches et prospectives du campus caribéen des arts
malik.duranty@gmail.com

Claudine Labourg

Animateur territorial, coordinatrice d'un conseil de jeunes de la ville du Lamentin et présidente de l'association des professionnels de l'animation de la Martinique

Nicole Nestorine

Animateur territorial, coordinatrice du réseau des animateurs territoriaux de la Martinique.
nnestorine@hotmail.com

Les modèles de l'intervention sociale et de l'animation socioculturelle ont pour caractéristiques de partir de diagnostics et d'états des lieux dans le but d'élaborer des projets, des plans d'action, des dispositifs d'accompagnement et de programmation afin de trouver les solutions les plus adaptées aux difficultés que rencontrent les individus et les collectivités. Or, en situation postcoloniale, marquée par des structures informelles vernaculaires et formelles importées de la métropole, on observe au sein des dispositifs d'animation et d'intervention des tensions relatives aux luttes institutionnelles se confondant aux luttes partisans et aux luttes interprofessionnelles doublées de luttes interpersonnelles. Les auteurs s'interrogent dans cet article sur le sens de l'animation socioculturelle et de l'intervention sociale dans des sociétés en transition ainsi que sur la manière dont les animateurs et les intervenants s'inscrivent dans la recherche de sens au sein de ces sociétés.

Mots-clés : animation; intervention sociale; sociétés postcoloniales; Caraïbes.

The models of social intervention and sociocultural community development have for characteristics to start from diagnoses and current situations with the aim of developing projects, action plans, devices of support and programming to find the most adapted solutions to the difficulties which individuals and communities meet. Yet, in postcolonial situation, marked by vernacular and informal structures and formal ones imported from the metropolis, one can observe within the strategies used in the sociocultural field tensions relative to institutional conflicts mixing with partisan conflicts and to inter-professional conflicts doubled by interpersonal conflicts. The authors wonder in this article about the signification of sociocultural community development and social intervention in societies in transition as well as on the way sociocultural community developers and social actors contribute to the search for meaning within these societies.

Keywords: sociocultural community development; social intervention; postcolonial societies; Caribbean region.

Los modelos de la intervención social y de la animación sociocultural tienen para características de partir de diagnósticos y de estados de los lugares para elaborar proyectos, planes de acción, dispositivos de acompañamiento y de programación con el fin de encontrar las soluciones las más adaptadas a las dificultades que encuentran los individuos y las colectividades. Entonces, en situación poscolonial, marcada por estructuras informales vernaculas y formales importadas por la metrópoli, observamos en el seno de los dispositivos de animación y de intervención tensiones relativas a las luchas institucionales que se confunden a las luchas partidarias y a las luchas interprofesionales dobladas de luchas interpersonales. Los autores se interrogan en este artículo la dirección de la animación sociocultural y de la intervención social en sociedades en transición así como sobre la manera en la que los animadores y los interventores se inscriben en la búsqueda de significado en el seno de estas sociedades.

Palabras clave: animación; intervención social; sociedades poscoloniales; Caribe.

Les contextes socioéconomiques, politico-institutionnels et culturels de la Martinique et de la Guadeloupe sont porteurs d'une forte proportion de précarité, d'une multiplication des problématiques sociales et de leur complexité, d'une concentration d'acteurs et de luttes institutionnelles, d'effets du centralisme étatique et de l'ultrapériphéricité européenne ; le tout engendrant la soumission d'un territoire à des référentiels de politique publique éloignés des réalités où les relations sociales sont particulières. Ainsi, ces territoires se tournent vers la créativité et l'initiative locale de proximité. Les animateurs socioculturels et les travailleurs sociaux y sont alors des acteurs nécessaires à l'action publique.

La Guadeloupe et la Martinique sont des pays insulaires qui témoignent d'une grande complexité. Ils sont les lieux dits de peuples longtemps présentés comme complexés. Cependant, se superposent, s'opposent ou se dosent deux dimensions de leur organisation et de leur fonctionnement sociétal. Il y a deux dimensions de la culture: la formelle et l'informelle. De façon caricaturale, nous pourrions dire l'institutionnelle (officielle) et la populaire (officieuse). Cette ambivalence n'est pas sans conséquence sur le climat social.

C'est pourquoi l'expertise du quotidien, le témoignage social, la proximité et l'intervention socioéducative prennent un sens particulier. Car, en ce qui concerne leur développement historique, il y a une singularisation manifeste: une quête d'autonomisation, qui se base entre autres sur une ascension sociale d'envergure catalysée par l'appropriation des principes d'éducation populaire et une place centrale faite au développement culturel canevas du développement humain de ces territoires. Il y a, en conséquence, une démarche d'appropriation qui coïnciderait avec un processus de singularisation. Voilà l'une des particularités du processus de construction identitaire et culturelle dans ces pays insulaires.

Dès lors, il est possible de dégager un sens particulier du rôle et du positionnement (formel et informel) de l'animateur territorial sur l'échiquier politico-institutionnel et socioprofessionnel de terrain à vocation sociale et éducative ainsi que sur celui d'une économie n'ayant pas affirmé son modèle hors d'une configuration de dépendance.

Comment dans ces conditions interroger le sens de l'animation socioculturelle et de l'intervention sociale dans des sociétés en transition ? Comment s'inscrivent-elles dans la recherche de sens de nos sociétés ?

Quel lien entre le contexte et l'évolution de l'intervention sociale et de l'animation socioculturelle ?

L'intervention sociale et l'animation socioculturelle en Martinique vont de pair. Ce sont deux types d'intervention qui ciblent le plus souvent les mêmes problématiques socioculturelles, éducatives et territoriales, en particulier dans les territoires où la limite entre la proximité et la promiscuité, entre la précarité et la pauvreté est infime.

Intervention sociale et animation socioculturelle investissent toutes deux des domaines d'action sociale et éducative par le biais de méthodes et de pratiques apparentées. L'emploi du diagnostic est au fondement de la définition de leur projet d'intervention, ce qui les rapproche par les indicateurs utilisés, les objets d'étude, les constats et les problématisations en termes d'environnement, de territoire, de climat social et de développement humain.

Évolutions méthodologiques significatives

Ces deux types d'intervention ont connu des évolutions méthodologiques significatives en regard de paradigmes dominants qui s'effondrent désormais les uns après les autres.

Ainsi, nous sommes passés de l'aide à l'accompagnement, de la charité à l'altruisme, du paternalisme à l'autonomisation, de la ghettoïsation à la *gentrification*. En l'absence d'une réponse efficiente de l'État à l'évolution des problématiques sociales, les valeurs et les principes et symboliques de l'éducation populaire guident l'action. L'expertise du quotidien permet la construction d'une éthique tendant au dépassement du jugement moral et de la condamnation sociale. Voilà l'heure de la reconnaissance, de la prise en compte et du traitement de la particularité. Voilà, l'heure du référentiel par le bas.

L'intervention territorialisée accompagne donc une dynamique de singularisation. S'effondrent alors la pensée centralisée et certains effets du processus d'assimilation. Les acteurs de l'animation territoriale usant du projet comme outil stratégique d'intervention, elles agissent à titre de personnes ressources. Producteurs de connaissances des territoires et de données indicateurs permettant l'identification des contraintes et ressorts stratégiques pour tout type d'intervention territorialisée ou ciblée, les animateurs contribuent fortement aux dynamiques socioculturelles.

La formalisation et la reconnaissance : le droit au système

Dans l'histoire institutionnelle, il y a bon nombre d'exemples d'une formalisation et institutionnalisation du fruit de l'initiative populaire et citoyenne, tels que l'éducation tout au long de la vie et le droit à l'épanouissement par l'activité. En effet, c'est par la reconnaissance et la délégation de service publique, dont usent l'État et ses instances déconcentrées, que s'identifie ce phénomène, car c'est par cette reconnaissance que se développe le schéma de gestion des structures, le plus souvent associatives, qui œuvrent à partir de cette culture et de cette philosophie d'intervention.

Ces structures associatives se retrouvent donc en situation de dépendance vis-à-vis des institutions, dont le champ de compétences recouvre leur champ d'intervention. En outre, elles sont en proie aux luttes institutionnelles, s'étendant à l'ensemble du système régionale comptant les services déconcentrés de l'État, les institutions locales, intercommunales, régionales et départementales, ce qui accentue leur précarisation. Ces luttes qui trouvent résonance au sein même des administrations témoignent entre autres du clivage politique et de certains effets du clientélisme.

Une certaine « polygamie institutionnelle » engendre des relations alambiquées entre les acteurs de la proximité, passant d'une logique de fidélité et de consolidation à une logique de compétitivité et d'isolation. En résulte une difficulté à mobiliser les citoyens et à coordonner l'action.

Grandeur et misère de la reconnaissance

La formalisation et la reconnaissance de la méthodologie de l'intervention sociale et de l'animation socioculturelle sont à double tranchant, car si les deux proviennent de l'initiative locale et populaire elles visent à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables. L'État providence, qui catalysa leur développement, n'est aujourd'hui plus que l'ombre de lui-même.

Ainsi, encadrés par des référentiels de politiques publiques sectorialisées ne présentant aucune forme de flexibilité, ces structures d'intervention sociale et éducative sont désormais incluses dans un système concurrentiel, qui dicte les fins et prescrit les moyens. Or, une évolution des référentiels métiers et une capitalisation des expériences empiriques engendrent l'augmentation du niveau d'ingénierie. Cela permet donc un autre positionnement de ces derniers. En Martinique et en Guadeloupe, les institutions ont du mal à s'approprier ces référentiels métiers, qui coïncident davantage avec l'évolution des cadres d'intervention propres à la réalité hexagonale et à ses besoins.

Le contexte réel et l'impact de la mondialisation : assimilation, mimétisme et différenciation

Le contexte réel est celui de la revendication au particularisme culturel et social des pays marginalisés comme la Martinique et la Guadeloupe. La singularité de ces sociétés est manifeste dans le système politico-administratif de l'État-Nation français, que ce soit de part l'histoire, la géographie, la philosophie, la culture et la spiritualité. En effet, le développement historique de ces revendications, de leurs argumentaires et leurs expérimentations n'a fait qu'abonder et préciser les axes de différenciation de l'application du système politico-administratif et des référentiels de politiques publiques.

Le mimétisme s'est donc développé à partir des politiques assimilationnistes de l'État central. La conception du rattrapage du retard et du handicap structurel a engendré l'imaginaire d'un modèle idéal dicté par le centre et la confusion du modèle idéal proche dicté par les contraintes du contexte et la singularité de l'adaptation.

La spécificité renvoyant à la différenciation du contexte local par rapport à celui de l'ex-métropole fut un temps reconnue comme modèle, perspective qui a fourvoyé bien des acteurs supranationaux, nationaux et locaux dans une vision péjorative de l'organisation institutionnelle et de l'action publique dans ces pays inféodés. Cette différenciation a légitimé la métamorphose de la culture politique et de la culture interventionniste sur les plans social et culturel.

Dans l'histoire de la construction de la culture politique et de l'identité culturelle dans ces pays insulaires, l'action publique a fortement usé du clientélisme et du mimétisme pour se construire, ce qui a éloigné les acteurs de l'animation d'une participation plus soutenue à la construction de sens.

Il en découle notamment :

- La structuration du service social par le développement d'associations œuvrant pour une reconnaissance institutionnelle et l'attribution de délégation de service publique.
- L'usage de pratiques politiques clientélistes faisant de l'animation socioculturelle l'instrument de promotion des responsables politiques élus.

L'évolution de l'intervention sociale et de l'animation socioculturelle: la construction d'un particularisme par quelles cultures et quelle éthique ?

Il est admis qu'en Martinique et en Guadeloupe la culture se construit de façon ambivalente, autour de deux dimensions essentielles : l'une formelle et l'autre informelle. La dimension formelle coïncide avec le développement des institutions politico-administratives de l'État français depuis la départementalisation. Ainsi, vit le jour ce premier processus d'assimilation de territoires, qui portaient auparavant le statut de colonie. Cette départementalisation est donc un processus de décolonisation et l'entrée dans une phase de transition démocratique. Cependant, cette

institutionnalisation ne correspond pas à la formalisation des caractéristiques organisationnelles et fonctionnelles de la société en question. Il fut plus question d'un dit retard de développement. Ainsi, l'identité de pays et des cultures populaires furent reléguées à un statut de réalités informelles et marginales.

Il en résulte alors des clivages non seulement politiques, mais également sociaux et culturels, opposant les assimilationnistes et les nationalistes (autonomiste ou indépendantiste). La formation d'une élite locale apparaît comme un effet de l'héritage d'une époque où l'ascension sociale modifie la hiérarchie sociale. Cette élite, dont la culture se distingue nettement de la culture populaire, enrôle à son tour les autres couches de la société autour d'un projet répondant aux besoins de développement de l'ex-métropole.

Le développement culturel pour un développement social

Dans un tel contexte institutionnel, les actions de développement culturel sont fonction d'options politiques. Cette intrication entre le culturel et le politique laisse l'animation socioculturelle en proie aux aléas de la vie politique. Malgré tout, les pratiques d'assistance sociale, d'éducation informelle, d'éducation populaire et d'éducation spécialisée, vectrices d'un mode d'intervention, d'une culture et d'une éthique, continuent d'œuvrer au développement social de proximité. S'y développent des approches telles que l'éducation à la citoyenneté, l'insertion sociale et la lutte contre la ghettoïsation, qui participent à l'amélioration de l'environnement local.

Réalité relationnelle du processus de transmission-appropriation

La complexité de la construction culturelle des sociétés martiniquaise et guadeloupéenne engendre une réalité relationnelle complexe ayant des effets sur le processus de transmission-appropriation. Il est possible d'aborder cette problématique sous l'angle de la rupture intergénérationnelle, de la rupture interprofessionnelle et de la rupture interinstitutionnelle.

L'individualisme contemporain remet en cause plusieurs critères d'organisation et de fonctionnement (formel et informel) de la société. La désaffection politique et historique est autant le fruit de la division et segmentation de la société que de l'éloignement des institutions des réalités de terrain. Des particularités géographiques, identitaires, politiques, historiques, économiques et sociales s'inscrivent à toutes les échelles territoriales et rendent la mobilisation en faveur de l'intervention sociale et de l'animation socioculturelle de plus en plus difficile. L'individu primant sur la société fait de sa particularité un fondement identitaire qui génère de l'identité-position plutôt que de l'identité-relation.

Or, aujourd'hui la conscience territoriale nous amène à la compréhension de certaines idées comme celle de l'estimation d'un territoire comme la somme de territoires en ce sens où l'on considère la particularité comme étant la somme de particularités. Ainsi, se dessine une approche de l'universalité faite de l'ensemble des particularités, processus conduisant au relativisme culturel. En réponse à ces dynamiques, l'animation socioculturelle cherche à renforcer la cohésion sociale en créant du sens dans la relation.

La culture de la concurrence : un maladie sociale...

La configuration du service social en Martinique l'entraîne dans le giron d'une culture concurrentielle sur le marché du travail ainsi qu'au niveau des activités. Cet état de fait biaise les relations et ne permet pas la construction de langage sur lequel reposent la transmission et l'appropriation. Ce phénomène donne lieu à des malentendus. Tel est le cas de certains travailleurs sociaux qui, à un moment du cycle de l'alternance politique, se voient contraints de « lever le pied » ou de prendre parti au cours des campagnes électorales. Ils passent alors plus de temps au sein de l'institution que sur le terrain, en retrait d'une observation-action et donc d'un enrichissement de son expertise du quotidien.

Cette posture de métier demande le plus souvent un grand sens de l'adaptation et du langage. Ainsi, il est primordial, pour sa posture et ses modes d'action, que le professionnel prenne en compte les réalités de territoire, le plus souvent axées sur le réseau d'individus. Cette perspective permet la collecte des savoirs, des valeurs et de la mémoire qu'il importe de transmettre, action décisive pour sauvegarder et faire évoluer la culture populaire par la proximité que contient un lieu-dit comme espace vécu. Ce sont donc en quelque sorte des gardiens d'un art de vivre-ensemble local approprié à un environnement aux mille aléas.

Quelle posture professionnelle et citoyenne? Quelles difficultés relationnelles et à quel échelon ?

De façon générale, les postures professionnelles des métiers fondés sur la proximité ont connu quelques mutations. Citons d'une part, la formalisation de leur domaine de formation, le développement d'une méthodologie d'intervention bien identifiée et d'un jargon spécifique. Mentionnons d'autre part, l'apparition de mouvances et politiques énonçant le développement humain, le développement durable, le mieux-être, l'essor d'une autre approche de l'individu et du rapport aux services.

Toujours est-il que ces postures professionnelles sont tenues par des acteurs de conservation du patrimoine local des quartiers tant dans sa dimension formelle qu'informelle. C'est pourquoi il est question d'une posture passerelle entre ses deux dimensions.

Citoyenneté et militantisme

L'histoire du développement de la citoyenneté, de la configuration institutionnelle du politique et de la culture démocratique est relativement jeune dans un pays comme la Martinique. En fait, cette histoire ressemble davantage à une « greffe » institutionnelle.

De la politique assimilationniste des années 1950-1960 à la réforme de décentralisation, allant à la régionalisation et récemment chutant par la réforme générale des politiques publiques, la démocratie et la citoyenneté connaissent des prémices tumultueuses. Dans un premier temps, le développement institutionnel s'est produit avec des réticences au sein des acteurs étatiques. Par la suite, il fut soumis au rythme du développement institutionnel de l'État-nation français continental, d'où le fait est que ce développement ne coïncide pas avec les besoins locaux. Il est alors significatif que l'informel ait ce rôle de rempart et de sauvegarde des particularités de ces peuples, puisque le formel répond au cahier de charges de l'État central et à la prise en compte de spécificités n'engendrant que des ajustements structurels.

Ainsi, la citoyenneté et les cultures professionnelles se sont souvent développées à différents niveaux de manière formelle et informelle. Une forme de militance se développant à partir de la dimension informelle crée des fonctions sociales ayant pour mission la régulation et l'activation de la solidarité. Des fonctions sociales, qui n'ont pas été reconnues et étudiées pour en dégager des savoirs et connaissances, sont niées et donc négligées. Ces acteurs de terrain sont socialement identifiés et ont pour certains fait le choix de ces métiers de l'intervention de proximité. Ainsi, ils usent de leurs acquis en matière d'expertise au quotidien de façon informelle pour fonctionner dans le secteur formel institutionnel et social. D'autres sont restés dans l'informalité. Ils se voient donc disparaître dans l'invisible de l'informel. Ils ne possèdent alors plus aucun canal, aucun moyen et aucun rituel de transmission. À ce jeu, le bénéficiaire est soumis à une complexification de sa réalité relationnelle à la fois institutionnelle et informelle.

L'institutionnalisation des acteurs professionnels de l'intervention sociale et de l'intervention socioculturelle s'effectue sous le mode de l'hybridation. La posture du militant et celle de professionnel se confondent le plus souvent, à l'instar de la confusion qui persiste entre les dimensions informelles et formelles de leur action.

Quel modèle de l'intervention sociale et de l'animation socioculturelle ?

Les modèles de l'intervention sociale et de l'animation socioculturelle ont pour caractéristiques de partir de diagnostics et d'états des lieux dans le but d'élaborer des projets, des plans d'action, des dispositifs d'accompagnement et de programmation. En somme, ils ont pour objectif de partir d'une expertise du quotidien dans le but de trouver la solution la plus adaptée aux difficultés que rencontrent les citoyens.

Aux problèmes déjà soulevés des luttes institutionnelles se confondant aux luttes partisans s'ajoutent les luttes interprofessionnelles doublées de luttes interpersonnelles. Dès lors, il est difficile de développer les formes de coopération nécessaire au fonctionnement des institutions telle que leur organisation fut pensée par les constituants.

Références

- ALINSKI Saül, Manuel de l'animateur social, Paris, Seuil, 1976.
- AUGUSTIN Jean-Pierre, L'animation professionnelle : histoire, acteurs, enjeux, L'Harmattan, Paris, 2000.
- BESNARD Pierre, Animateur socioculturel, fonctions, formation, profession, Paris, ESF, 1980.
- BESNARD Pierre, Une profession différente? Paris, ESF, 1980.
- BESNARD Pierre, L'animation socioculturelle, Paris, P.U.F. «Que sais-je?» N° 1655, 1985.
- BLANC Bernadette, Actions collectives et travail social, Paris, ESF, tome I, 1986.
- Christian MAUREL, Éducation populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation. L'Harmattan 2010
- BOURRIEAU Jean, L'éducation populaire réinterrogée L'Harmattan 2001.

Site Web

- <http://jeanclaudegillet.free.fr/> : Gillet Jean-Claude, organisateur du 1er colloque international d'animation socioculturelle
- www.anim.ch : Plate-forme romande d'Animation socioculturelle et référentiel métiers
- www.socialinfo.ch : Instrument d'information sur les politiques et l'action sociale en Suisse
- http://graduateinstitute.ch/files/live/sites/iheid/files/sites/developpement/shared/developpement/362/itineraires%20IUED/IUED_IED13_Abde_ssemed.pdf